

Madame la Ministre,  
Monsieur le Ministre,

Nous venons de recevoir votre invitation pour le lancement des ESPE à Lyon le 1<sup>er</sup> juillet prochain, et vous en remercions.

Il nous est cependant difficile de nous associer à cet événement.

Nous militons tous, en effet, depuis de longs mois pour que soit mise en place une formation des enseignants rénovée, adaptée aux enjeux actuels et construite sur la base d'un véritable consensus. Or ces conditions ne nous semblent pas réunies à ce jour.

Votre projet s'est trouvé imposé à l'ensemble des acteurs de façon précipitée et autoritaire (textes législatifs non finalisés, décrets d'application en attente, maquettes réalisées en urgence, présentées ou non aux CA et, dans tous les cas, au pas de course).

Dans bien des lieux, les futures ESPE sont déjà porteuses de conflits qui pourraient obérer sérieusement l'avenir (positionnement dans le paysage universitaire, organisation et gouvernance des nouvelles composantes, aspects financiers inquiétants dont la CPU s'est fait l'écho, modes d'intervention des enseignants chercheurs de nos UFR non fixés, mises à disposition des professionnels de terrain non encore déterminées, devenir flou des personnels actuels des IUFRM, lieux de stages à l'état d'ébauche, statuts des étudiants multiples et non résolus liés aux résultats des concours inconnus avant mi-juillet, etc.).

Néanmoins, nos collègues, acteurs de terrain, n'ont pas hésité à s'impliquer dans la préparation de ces formations. Mais malgré de nombreux contacts avec vos cabinets respectifs, force nous est de constater qu'aucun de nos arguments n'a été retenu.

En notre qualité de responsables d'UFR, nous tenons à vous alerter une dernière fois sur les risques considérables encourus ainsi par l'ensemble de notre système éducatif. Les mesures actuellement envisagées ne constituent nullement une réponse appropriée à la grave crise des vocations à laquelle nous assistons depuis plusieurs années, pas plus qu'à la détérioration inquiétante des résultats obtenus par l'Education Nationale (cf. OCDE).

Depuis des années, au gré des gouvernements, nous sommes soumis à un train de réformes incessantes, parfois contradictoires, et jamais vraiment évaluées.

De votre gouvernement, nous espérons écoute et appui ; nous n'aboutissons qu'à un découragement général de nos collègues et à une lassitude renouvelée. Ce pourquoi, nous vous l'avons dit, nous ne nous pouvons nous associer à ce lancement des ESPE.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de nos respectueuses pensées,

Paris, le 27 juin 2013

Françoise Dubosquet  
Président CDUL

Jean Marc Broto  
Président CDUS

Christian Lagarde  
Président DFSEG

Didier Delignières  
Président C3D